



**Match** Document PAR MARIANA GRÉPINET

Fini le privé à la Humphrey Bogart, avec son petit côté voyou. Le Philip Marlowe ou le Nestor Burma d'aujourd'hui doivent avoir des têtes de premier de la classe pour intégrer les grandes écoles de détectives. Car il ne suffit plus de savoir mener une bonne filature pour réussir. Il faut connaître les arcanes du droit, de la finance et maîtriser les technologies de pointe pour répondre à une demande croissante de surveillance. Les enquêtes économiques sensibles ont détrôné les bonnes vieilles affaires de mœurs. Notre reporter s'est infiltrée chez les futurs limiers. Elle nous a remis son rapport.

# Detective Academy

**V**ol dans les grands magasins, recherche patrimoniale, concurrence déloyale, contrefaçon, arnaque aux assurances, vérification de C.v... les débouchés des privés sont énormes. Parce que leur activité se professionnalise et que les détectives sont en quête de reconnaissance et de respectabilité, une loi a rendu leur formation obligatoire. Apprendre le droit à l'université de Melun, découvrir les techniques de la filature à l'Institut de formation des agents de recherches (Ifar) à Montpellier, voilà désormais par quoi devront passer ceux qui voudront s'installer à leur compte.

A l'université de Melun, les étudiants qui préparent le diplôme d'enquêteur de droit privé, comme ceux de l'Ifar de Montpellier, souvent ne soupçonnent pas l'étendue des domaines dans lesquels ils peuvent être amenés à intervenir. Si, dans les zones rurales, les affaires de mœurs représentent encore la majeure partie du travail du «privé», dans les grandes villes, ceux-ci répondent à de multiples demandes : recherche en paternité, arnaque aux assurances, recherche de solvabilité... « Les enquêteurs exploitent les failles des compétences des huissiers, explique M<sup>e</sup> Rouzaud,

**LES PRIVÉS, HEROS GRAND PUBLIC**  
Personnages de roman, ils se sont aussi incarnés sur le grand écran. 1 Humphrey Bogart - Sam Spade, «Le faucon maltais» (1941); 2 Robert Stephens, «La vie privée de Sherlock Holmes» (1970); 3 Peter Ustinov - Hercule Poirot, «Meurtre au soleil» (1981); 4 Frederic Forrest - Dashiell Hammett, «Hammett» (1982); 5 Jean-Pierre Léaud, «Baisers volés» (1968); 6 Guy Marchand - Nestor Burma à la télé; 7 et actuellement, Catherine Frot et André Dussollier, détectives en herbe - «Mon petit doigt m'a dit».

avocat, qui dispense des cours à l'Ifar. Nous ne pouvons pas vérifier nous-mêmes la solvabilité de nos clients ni leur localisation, mais avons le droit de faire appel aux privés.» Jean-Louis Jacomino, ancien policier devenu enseignant lui aussi à l'Ifar, confirme à ses élèves : « C'est dans les failles du système que vous interviendrez. Un exemple : chaque jour, dans la seule agglomération montpellieraine, entre vingt et vingt-cinq personnes disparaissent. La plupart sont retrouvées dans les deux jours qui suivent mais les services de police ne commencent pas la recherche dès qu'on vient signaler une disparition. C'est ensuite, si l'affaire est vraiment sérieuse, que des effectifs seront mobilisés et seulement pendant une période limitée. En revanche, un détective est là 24 heures sur 24 jusqu'à ce que la personne soit retrouvée. Il peut se déplacer immédiatement car il n'a pas de limite à sa compétence territoriale et, surtout, il agit tout de suite. »

### Les entreprises sont demandeuses

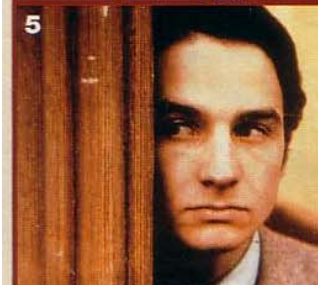
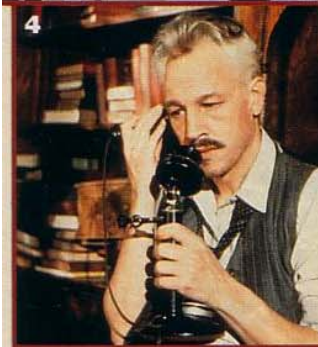
Yves Conversano, directeur de l'Ifar, a fait des disparitions une de ses spécialités. L'affaire qui l'a le plus marqué concernait une jeune fille de 16 ans, enlevée par un proxénète. Il avait réussi à identifier le lieu où ce dernier avait emmené l'adolescente. Sur place, il a tout simplement frappé à la porte de la chambre d'hôtel et s'est retrouvé face à un homme armé qui l'a menacé. « L'histoire s'est bien terminée, mais j'ai eu de la chance. »

Aujourd'hui, les entreprises sont devenues le principal client de la majorité des cabinets parisiens. « Elles nous appellent pour des problèmes internes ou des affaires de concurrence déloyale, de contrefaçon ou de vol de brevets », détaille Didier Rauch, spécialiste des enquêtes financières et commerciales, installé à Orly. La lecture de quelques rapports de stage des étudiants de Melun offre un aperçu des problèmes qu'un enquêteur peut résoudre. L'un d'eux décrit son infiltration dans une compagnie aérienne afin d'identifier les salariés qui, déchargeant le fret des avions, en profitaient pour se servir. Un autre raconte « l'espionnage » d'un plombier chauffagiste soupçonné de concurrence déloyale : en quittant sa société pour s'installer à son propre compte, il s'est envolé avec une partie du fichier clients.

### Des cabinets de plus en plus spécialisés

« Nos manières de travailler ont complètement changé au cours des dernières décennies », confie Didier Rauch. Jusqu'en 1970, les enquêteurs pouvaient placer des écoutes téléphoniques. Aujourd'hui, on ne peut plus enregistrer les paroles confidentielles d'une personne, même en public, et il est interdit de photographier quelqu'un dans un lieu privé, même dans un jardin. Autre grande nouveauté, l'investigation informatique pour lutter contre la concurrence déloyale. « Là, nous avons recours à des experts », insiste Didier Rauch.

Depuis une dizaine d'années, certains cabinets se sont aussi spécialisés dans l'intelligence économique, exploitant de l'information publique au service de leurs clients. Par exemple, une entreprise souhaitant installer une usine de chaussures en Algérie fera réaliser une étude de risques et demandera qui sont les principaux concurrents et comment ils s'en sortent. Un enquêteur privé qui veut s'installer doit donc acquérir des connaissances et des compétences dans de nom-



# ir : il est réactif, autonome, opiniâtre...

breux domaines. « Pour faire un bon détective, il faut trois choses : une solide formation générale, connaître les méthodes de la police et de l'honnêteté », résume Michel Forget, un privé de 65 ans qui travaille à Neuilly.

Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, sur les 3 300 cabinets de détectives et d'enquêteurs privés déclarés en préfecture, seulement un tiers dirige de vrais cabinets professionnels. En plus de l'expérience théorique, il estime que le métier s'apprend surtout sur le terrain. « La gardienne d'immeuble, il y a des heures pour aller la voir : pas le matin, elle doit distribuer le courrier, nettoyer les escaliers... Il faut frapper à sa porte vers 15 heures, l'heure de la sieste ; caresser son chat, lui parler – si vous avez le chat dans les bras, vous êtes adopté –, trouver les mots justes pour lui inspirer confiance. Tout ça, on ne l'apprend pas à l'école. Donner de l'importance aux gens, ne jamais avoir l'air d'être pressé de partir, c'est essentiel quand on est sur des enquêtes un peu serrées, où on ne peut se permettre de retourner voir deux fois les mêmes personnes. »

## Détectives pigistes...

Sandrine Lafforgue, jolie brune de 27 ans, sortie de l'université de Melun en 2001, est la détective de demain. Bonne fileuse, bonne enquêteuse, elle sait tout faire. Sandrine est collaboratrice indépendante, « pigiste » en somme, payée à la tâche. « J'ai créé ma propre micro-entreprise. A condition de ne pas dépasser les 27 000 euros d'honoraires par an, je suis exonérée de T.v.a. », annonce-t-elle. Elle travaille pour quelques cabinets, parfois sans être vraiment au courant de l'affaire à laquelle elle apporte son aide. Grâce au bouche-à-oreille, elle a également commencé à se constituer une clientèle. Il lui arrive d'orienter

## A L'HEURE DE LA « DOULOUREUSE »

- Avant toute signature de contrat, vérifier que le cabinet est inscrit en préfecture, s'assurer de sa moralité auprès des fédérations professionnelles, demander au directeur quelles sont ses qualifications. Ne pas se contenter des Pages Jaunes.
- Demander un devis écrit qui stipule la mission, le prix et les conditions de paiement.
- Filature : entre 50 et 90 euros par heure et par « fileur » (à partir de 70 euros la nuit).
- Forfait photos : 230 euros.
- Vérification de C.v. : 200-250 euros.
- Affaire dite simple, de type adultère : entre 1 500 et 2 500 euros pour une semaine et demie de travail.
- Forfait pour une recherche de personne : 640 euros.
- Affaire dite « complexe » : 20 000 euros pour une investigation de trois à quatre mois.

des personnes vers des confrères, lorsque cela dépasse ses compétences. « Chaque jour m'apporte quelque chose de différent. C'est ce que j'attends de mon métier », confie-t-elle. Enquêtes financières, patrimoniales, de solvabilité constituent la majeure partie de son activité, avec la filature, qui l'amène à se déplacer dans toute la France.

## ... détectives salariés

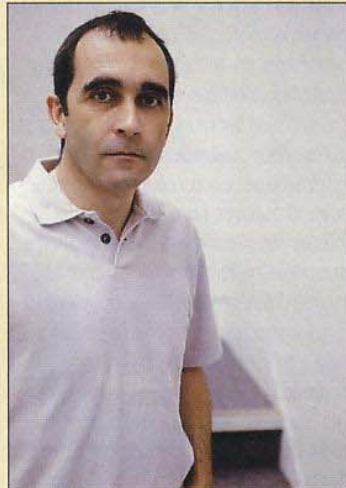
« Je rentre d'une surveillance commencée à 4 heures ce matin. » Benoît Real, 27 ans, justifie ainsi sa tenue chiffonnée, pan-

## Jean-François Abgrall LA RECONVERSION DU GENDARME QUI A COINCÉ HEULME

Longtemps, Jean-François Abgrall, 46 ans, fut un gendarme parmi d'autres. En 2000, il quitte la section de recherches de Rennes, après y avoir passé vingt ans. Mais il ne raccroche pas vraiment. Il s'installe à son compte et s'inscrit en préfecture comme « agent de recherches ». Il utilise alors les mêmes méthodes qu'avant, celles qui ont prouvé leur efficacité et qui lui ont permis d'arrêter, en 1992, à Strasbourg, Francis Heulme, un des tueurs en série français les plus meurtriers. En faisant le lien entre cet homme et l'assassinat de deux garçons en 1986, à Montigny-lès-Metz, il a aussi contribué à innocenter Patrick Dils, condamné à la prison à vie. « Dans l'affaire Dils, tout ce qui entourait le crime des deux enfants était dans la logique de Francis Heulme, se souvient-il. L'accusation contre Dils disait que c'était un meurtre gratuit. Or, même quand l'objectif est de faire mal, ce n'est pas gratuit. » Aujourd'hui dans le privé, il apprécie son nouveau statut. « J'ai davantage de liberté », affirme-t-il, persuadé que « toutes les informa-

tions sont dans la nature et que trois quarts d'entre elles sont publiques ». Bien sûr, il n'a pas les mêmes moyens que les officiers de police. « Ce qui m'intéresse, c'est me demander ce que l'assassin a voulu faire. » C'est de cette manière qu'il a travaillé sur l'affaire des « disparues de l'Yonne ». Un avocat-conseil des parties civiles l'a mandaté pour enquêter sur les sept jeunes filles handicapées mentales,

Seul Jean-François Abgrall a su voir derrière Francis Heulme, marginal apparemment simplet, un tueur en série.



disparues entre 1977 et 1979 dans les environs d'Auxerre. « A un moment, on se rend compte qu'il n'y a plus de place pour le hasard. L'auteur d'un acte effectue des choix, dans les lieux, dans les victimes, dans ce qu'il va leur faire. Ce sont tous ces signes qui vont permettre de l'identifier. » Parallèlement aux gendarmes, il a travaillé sur cette affaire pendant plus de huit mois. Recherche de nou-



veaux éléments matériels, auditions de nouveaux témoins, il a réalisé une « coenquête » dont il a remis la synthèse aux gendarmes de la section de recherches de Paris qui s'en sont servis pour arrêter le principal suspect, Emile Louis. Il a notamment retrouvé une lettre envoyée par le tueur à la mère d'une de ses futures victimes dans laquelle il disait qu'il était gentil, qu'il savait qu'elle vivait seule avec sa fille et qu'il voulait lui apporter de l'aide. « Au dos de l'enveloppe, il avait indiqué une adresse, non la sienne mais celle d'un hôtel, dans lequel deux autres jeunes filles ont été vues pour la dernière fois, précise Jean-François Abgrall. J'apporte un autre regard. Ce regard, on l'acquiert grâce à une grosse expérience, à plusieurs formations et en faisant appel à des experts. » On peut parier que le triomphe de l'adaptation télévisée de son livre, « Dans la tête du tueur » (éd. Albin Michel), avec Bernard Girardeau et Thierry Frémont dans la peau de Heulme, a fait naître bien d'autres vocations d'enquêteur acharné. ●

# MatchDocument A l'école des privés

talon beige et T-shirt gris. « En costume cravate, je ne serais pas passé inaperçu. » Jeune salarié formé à Melun, il se rend compte que, sur chaque affaire, il apprend de nouvelles ficelles de son métier. « On me confie des enquêtes de plus en plus importantes. Après avoir beaucoup filé au début, j'ai travaillé sur une enquête de solvabilité. On devait retracer les dix dernières années de la vie d'une personne, raconte-t-il, c'était passionnant. »

Parmi les jeunes issus des deux formations, celle de l'Ifar à Montpellier et celle de l'université de Melun, les femmes s'imposent de plus en plus. « Quand j'ai commencé, on n'était pas très nombreuses », raconte Martine Baret, à la tête du cabinet Duluc. A 18 ans, elle voulait devenir hôtesse de l'air. Elle a changé d'avis lorsqu'elle a goûté au travail de terrain, sur les traces de son père. « Sur certaines affaires, être une femme est un atout, affirme Christine Szynal, 35 ans, grande blonde longiligne, sortie de l'Ifar en 2001. Cela permet d'obtenir plus facilement ou plus rapidement des renseignements, on nous fait plus confiance », tout en concédant que « planquer pendant six heures d'affilée dans un quartier sensible, cela peut présenter des inconvénients ». ●

## LEUR STATUT

La réglementation de 1942, modifiée par la loi du 18 mars 2003, dite « loi Sarkozy », relative aux professions de sécurité, définit l'agent privé de recherches comme une profession libérale qui consiste, pour une personne, à « recueillir, même sans faire état de sa qualité ni révéler l'objet de sa mission, des informations ou renseignements destinés à des tiers en vue de la défense de leurs intérêts ». Autres conditions, évidentes : ne pas avoir été condamné pour un crime ou un délit, ne pas avoir commis de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs. L'enquêteur doit être « agréé » par l'Etat à travers le préfet qui ne délivre cet agrément qu'en fonction du respect de ces conditions. Il est tenu, par le droit commun, au secret professionnel et peut refuser une mission en invoquant la clause de conscience. Ses rapports peuvent être pris en considération par les juridictions dans la mesure où ils sont précis, détaillés et circonstanciés, non empreints d'animosité et sous réserve que la preuve soit légitime et légale.

## LA FILIERE FILATURE

### Université de Melun

Cours théorique de filature ce matin. Les dix-huit étudiants préparent le diplôme universitaire professionnel d'enquêteur privé. Au premier rang, Claude, qui vient d'avoir 50 ans. Au pupitre, Didier Rauch, professeur et lui-même détective. Au programme, questions en vrac sur la filature : « Quels sont les risques ? Comment réagir si on est repéré ? De quels accessoires a-t-on besoin ? Est-ce un avantage ou pas d'être une femme ? » « Le principal problème de la filature, c'est la circulation. Il est devenu de plus en plus dangereux de filer en voiture, surtout à Paris, explique Didier Rauch. A cela, il faut ajouter le

*Didier Rauch. Derrière lui, Benoît Real et un membre de l'équipe qui tient à garder l'anonymat.*

risque de se faire repérer par la police si on commet des infractions au Code de la route. Et puis, en planque, on doit avoir un petit scénario dans sa tête pour justifier sa présence ou son attitude. » « Si on montre sa carte, les policiers vont-ils fermer les yeux ? » interroge un élève. Pas du tout, cela fait encore partie des idées reçues. A la fin de la matinée, il s'étonne : personne n'a abordé la question du prix de la filature. Entre ce qui est facturé au client et ce qu'elle va rapporter au détective débutant, la différence est parfois de taille. Il y a quatre ans, des étudiants sortant de cette formation étaient rémunérés 13 euros de l'heure alors que les agences facturaient cette même heure entre 60 et 120 euros. Un cahier des charges a donc été élaboré afin de ne plus laisser les cabinets abuser de l'inexpérience de ces enquêteurs en herbe.

Depuis 1998, l'annexe de l'université Panthéon-Assas Paris II installée à Melun dispense un diplôme d'agent privé de recherches. « Parce que nous ne sommes plus à l'ère de Vidocq, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il ne suffit plus de savoir filer une personne sur la voie publique : il convient de connaître les droits, mais aussi les devoirs et les limites légales de la profession et de se spécialiser dans les domaines du droit civil et commercial », annonce la plaquette de la formation. A ces cours théoriques, « trop nombreux » selon certains élèves, s'ajoutent des modules techniques plus spécifiques sur la topographie, le cryptage, la dactyloscopie (procédé d'identification des personnes par les empreintes digitales), la sécurité informatique ou la photographie.

### Institut de formation des agents de recherches (Ifar)

Actuellement, il n'existe en France que deux formations : celle de Melun, publique, dispensée les vendredi soir et samedi pour permettre aux salariés de suivre les cours ; et celle de l'Institut de formation des agents de recherches, privée, installée à Montpellier. Pour 3 700 euros (1 500 euros à Melun), pendant un an, du lundi au vendredi, les étudiants « stagiaires » acquièrent les connaissances indispensables à leur métier d'« agent de recherches » : marketing, psychologie appliquée et technique d'entretien, comptabilité, filature, surveillance et renseignement. Les cours accueillent, cette année, une quinzaine d'élèves, qui sont entraînés à filer, à pied ou en voiture. Quand Yaël, 26 ans, ancien étudiant en ethnologie, fait ses courses dans une grande surface, il choisit souvent quelqu'un, au hasard, et le suit quelques minutes, « pour que ça devienne naturel ». « J'essaie de faire attention à ce qu'il achète tout en restant discret », confie-t-il. Les conseils dispensés par un ancien officier des parachutistes ayant travaillé pendant quinze ans dans les services spéciaux sont très utiles : reconnaître le terrain, de nuit, si la mission est nocturne, prévoir de quoi boire et manger, faire attention aux lumières des plafonniers lorsqu'on ouvre une porte, ne jamais sous-estimer la mamie derrière les rideaux qui va vous trouver louche... « Prévoir l'imprévu », telle est la devise de ce grand bonhomme à l'allure impeccable. Les étudiants viennent de tous les horizons. Anne, 34 ans, est docteur en droit, Raphaël, 38 ans, directeur commercial



*Sandrine Lafforgue, détective pigiste dans un métier qui s'ouvre aux femmes.*

et Christophe, 41 ans, militaire retraité dans quinze jours... On trouve aussi une détective récemment installée, une diplômée de Sciences po et même un journaliste. Beaucoup rêvent de ce métier depuis longtemps. « Ça me trottait dans la tête. Le fait qu'il y ait une formation m'a décidé », explique Yaël. Claude, directeur régional dans l'industrie pharmaceutique, qui pense ne pas échapper à la prochaine vague de licenciements dans son entreprise, aime « assembler les renseignements comme un puzzle pour découvrir la vérité ». Isabelle, 26 ans, voulait devenir avocate. Elle s'est orientée vers cette formation pour satisfaire son esprit curieux et assouvir ses envies de « terrain ». Travail solitaire, disponibilité, longues heures de planque, stress des filatures, on est loin des 35 heures... Question de défi personnel et d'excitation : le privé fait toujours rêver. ●